



Union
syndicale
Solidaires

Le point
syndical
unef

UNL
LA VOIX LYCÉENNE

FIDL
Le SYNDICAT LYCÉEN

CONTRE l'extrême droite
POUR le progrès social
et l'égalité des droits

CGT
FSU
SOLIDAIRES
UNEF
UNL
FIDL

**UNITAIRES CONTRE L'EXTRÊME DROITE.
SES IDÉES, SES PRATIQUES**

BILAN INTERMÉDIAIRE DE NOTRE CAMPAGNE SYNDICALE

**Le 5 décembre 2013,
les organisations
syndicales CGT-FSU-
Solidaires-FIDL-UNL
et UNEF lançaient un
appel «Unitaires contre
l'extrême droite, ses
idées, ses pratiques»**

Les absences de réponses aux questions sociales vécues par les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es mais aussi les jeunes ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

La montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front national, impacte le monde du travail et par conséquent le mouvement syndical. Par leur histoire, leurs traditions, leurs valeurs, dans leurs pratiques et leurs capacités à proposer et agir au quotidien contre les inégalités et les injustices, les



organisations syndicales sont confrontées aux propos, aux programmes, aux idées et pratiques de l'extrême droite, qu'elles sont déterminées à combattre.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants d'extrême droite, nos organisations syndicales récusent la banalisation d'un parti dont l'histoire, les idées et pratiques n'en demeurent pas moins antirépublicaines, xénophobes et sexistes.

A l'automne 2013, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires et les organisations de jeunesse Unef, Fidl et UNL ont décidé d'initier un travail en commun afin d'unir leurs forces pour construire un argumentaire, utilisable par toutes les militant-es sur l'ensemble des territoires, sur les différentes questions sociales en jeu.

Ce travail s'inscrit dans le prolongement de l'appel « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme » signée en mars 2011.

Pour lancer cette campagne commune, elles ont organisé une journée de travail sous forme d'ateliers autour de thématiques diverses, le

29 janvier 2014 à Paris. Cette journée s'est conclue par un temps fort d'expression syndicale, sous la forme d'un meeting avec la participation des premiers responsables de nos organisations, à Montreuil.

La journée du 29 janvier 2014... et ses suites

Une journée de débat et de formation a eu lieu le 29 janvier 2014, à la Bourse du travail de Paris, réunissant plus de 600 militant-es de nos organisations.

Il ne s'agissait pas d'organiser une nouvelle réunion d'étude de l'extrême droite, où des spécialistes seraient venu-es nous faire un état des lieux (ces réunions existent déjà et sont souvent très intéressantes), mais bien de faire débattre entre eux des militant-es de nos organisations et, surtout, trouver ensemble des argumentaires et des outils pour s'opposer à l'extrême droite, ses idées et ses pratiques.

Cette journée a commencé par la projection d'un film réalisé pour l'occasion et retraçant l'histoire de la lutte contre l'extrême droite par le mouvement syndical. Les

travaux ont eu lieu sous forme d'ateliers.

Le matin, il s'agissait de d'étudier et dénoncer les impostures sociales du FN et de l'extrême droite autour de 4 thèmes principaux :

- L'extrême droite dans les villes laboratoires
- Droit des femmes et des homosexuel·les/préférence familiale
- Les luttes des peuples en Europe contre le chômage, la précarité, l'austérité et l'extrême droite
- Immigration, racisme, préférence nationale.

L'après midi, après une introduction par une camarade de l'association VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), le travail s'est poursuivi sur la façon de combattre syndicalement le discours pseudo-social du FN.

La journée s'est conclue par un meeting unitaire dans les locaux de la CGT à Montreuil, où sont notamment intervenu-es les «premiers responsables» de nos organisations : plus de 500 personnes ont participé à ce meeting, plusieurs milliers d'autres

l'ont suivi en direct sur internet, parfois de façon unitaire dans les locaux syndicaux.

Un appel national pour faire face à l'extrême droite a été lancé à l'issu de cette journée, qui se concluait par : «Nos organisations syndicales s'engagent à lutter contre l'imposture sociale de l'extrême droite. Nous décidons d'une campagne de longue durée marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, les administrations, les services publics et les universités, appuyée sur un travail concret de terrain. Nous décidons d'agir ensemble dans la durée et de nous doter d'outils et de moyens permanents pour faire face à l'extrême droite. (...)

Nos organisations, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl, appellent toutes les organisations syndicales à rassembler leurs forces contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques, à nous retrouver pour poursuivre cet engagement».

Cette journée a incontestablement été une réussite, tant sur le plan de la participation que du contenu. Alors que le travail

unitaire n'est pas toujours facile au quotidien, cette dimension intersyndicale a été au cœur des échanges et a donné envie aux participant-es de poursuivre, dans les localités et sur les lieux de travail, cette campagne.

Seul bémol, la couverture médiatique de cette initiative a été très faible, malgré son caractère inédit, puisque seules l'Humanité, (et dans un autre registre, l'Opinion), en ont longuement rendu compte.

●Un DVD reprenant les différents moments forts de la journée ainsi qu'un résumé des ateliers est en cours de finalisation.

► **Des dizaines de réunions et de formations unitaires**

Dans la foulée de la journée du 29 janvier, des formations et des réunions militantes ou publiques ont eu lieu tout au long du premier semestre 2014, souvent avec l'aide de VISA. Dans quelques endroits, ces initiatives ont été rejointes par d'autres organisations (CFDT, UNSA, CNT).

► **Les élections municipales de mars 2014***

Les élections municipales ont été marquées par un vote important en faveur des listes d'extrême droite, qui obtient plus d'un millier de sièges de conseillers municipaux et dirigera 15 villes dans les 6 prochaines années, nos organisations sont particulièrement préoccupées par la situation des personnels et usagers des services publics dans ces collectivités.

Nous avons donc décidé de mener un travail de vigilance unitaire concernant l'administration de ces villes, et de soutien aux personnels et usagers de leurs services publics. Nous serons, par ailleurs, très vigilants sur l'arrivée d'élus FN au sein des conseils d'administration des différents établissements scolaires des communes concernées, et tout aussi vigilants sur les conditions et le respect de l'activité syndicale des structures interprofessionnelles et de jeunes présentes dans ces localités.

Nous relevons aussi que la présence de militants syndicaux sur des listes d'extrême droite s'est finalement restreinte à une vingtaine

de cas, qui ont tous fait l'objet de mesures d'exclusion pour ceux qui relèvent de nos organisations. On est donc bien loin de la vague d'adhésion annoncée par le FN dans les rangs du syndicalisme.

*Communiqué du 11 avril 2014

► **Le livre En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite**

En avril 2014 est édité un ouvrage «En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite», publié par les éditions de l'Atelier, la Ligue des droits de l'Homme et les éditions de la VO, en partenariat avec l'ensemble de nos organisations.

Écrit par Pierre-Yves Bulteau, il analyse plus de 70 de

ces idées reçues diffusées par l'extrême droite et les réfute une à une en s'appuyant sur des données solides.

► **Les élections européennes de mai 2014***

Nos organisations syndicales n'ont pas attendu le résultat des élections européennes de juin 2014 pour mesurer le danger de l'extrême droite pour les salarié-es. (...)

L'élection de ces 24 député-es fait écho aux résultats des dernières élections municipales ; l'extrême droite dispose désormais de 2000 conseiller-es municipaux et intercommunaux, et gère une quinzaine de mairies, ce qui lui permet de distiller son idéologie nationaliste, xénophobe et anti-sociale, et d'étendre son influence.

Face à l'imposture sociale de cette mouvance politique, il est plus que jamais nécessaire de s'organiser syndicalement, construire les mobilisations, lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !



Le travail de nos organisations, engagé sur le long terme dans le cadre de la campagne intersyndicale

« Uni-es contre l'extrême droite », trouve tout à la fois sa légitimité et les marques d'une responsabilité singulière dans le mouvement de transformation sociale. Une contre offensive concrète de terrain, dans les lycées, les universités, les entreprises, les services publics, dans tous les territoires, est indispensable !

La poussée de l'extrême droite et des partis xénophobes est également très forte à l'échelle européenne dans différents pays (Danemark, Grèce, Autriche, Italie, Grande Bretagne, Hongrie...). Nos organisations sont porteuses d'une vision progressiste qui dépasse le cadre de nos frontières et promeut une Europe solidaire et sociale, rompant avec le modèle économique capitaliste. Nous travaillons à renforcer les liens entre organisations européennes, sous diverses formes, avec échanges, débats, actions coordonnées contre la montée des idées et des pratiques d'extrême droite.

Devant l'ampleur de cette crise politique et démocratique et les risques qui pèsent sur les populations les plus fragiles, nos organisations appellent toutes les forces qui agissent pour la transformation sociale à se fédérer dans l'unité la plus large. Nous appelons à organiser les ripostes et défenses intersyndicales. Nous continuerons ainsi à lutter pour que le vivre ensemble et l'égalité restent les valeurs qui animent et conduisent notre société.

*Communiqué du 28 mai 2014

► **S'adresser aux salarié-es**

Au-delà des initiatives militantes en direction des adhérent-es et militant-es de nos organisations, nous avons évidemment pensé essentiel de nous adresser à l'ensemble des salarié-es. En avril 2014, nos organisations ont produit un tract unitaire, à diffuser dans les entreprises, les administrations, les lycées, les universités, les lieux de vie...

Dans ce tract, nous expliquons que le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salarié-es !

Depuis quelques années et l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, le Front national essaie de banaliser son image. Mais derrière cette façade détournant à ses fins électoralistes certaines revendications du mouvement social, le FN reste un parti nationaliste, xénophobe, sexiste et raciste. Il agit de concert avec la nébuleuse de l'extrême droite française actuellement à l'offensive (des manifestations réactionnaires et homophobes, en passant par les violences racistes de groupuscules, jusqu'au duo antisémite Dieudonné-Soral). C'est un piège dans lequel les salarié-es ne peuvent tomber d'autant qu'il existe d'autres solutions pour sortir de la crise, comme répartir autrement les richesses, revitaliser les solidarités...

Dans ce tract, nous pointons notamment :

- Des discours démagogiques et opportunistes
- La fausse solution du capitalisme national
- La préférence nationale : un projet raciste
- Les droits des femmes dévoyés
- L'extrême droite est aux antipodes des intérêts des salarié-es...

Le Pen se présente comme la « candidate anti-système », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Le FN, de l'échelon communal à l'échelon européen, ne distille que division, repli sur soi et fragilise le vivre ensemble !

Nous affirmons qu'il est indispensable de s'organiser syndicalement, de lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !

L'appel aux manifestations des 5 et 7 juin 2014

Le 5 juin 2013, Clément Méric, jeune militant syndicaliste, résolument engagé dans la lutte anti-raciste et antifasciste, était assassiné sous les coups de militant-es d'extrême-droite en pleine rue, à Paris.

La CGT, FSU, Solidaires, la FIDL, l'UNL et l'UNEF ont appelé à participer aux initiatives, rassemblements et manifestations qui ont eu lieu à l'occasion des un an de la mort de Clément.

Le lancement d'un observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite

En juillet 2014, nos organisations syndicales ont décidé de se doter d'un outil permanent : l'observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite.

+Ce sont plus de 450 000 administré-es, sur lesquels pèsent les conséquences pratiques des politiques d'extrême droite. Par ailleurs, elle dispose désormais de plus de 2 000 conseillers municipaux et intercommunaux à même de distiller et d'étendre sa sphère d'influence. L'analyse de terrain de leur pratique est un enjeu important. Marine Le Pen ne s'y trompe pas en déclarant dans la presse avoir besoin d'un bilan pour assurer sa progression.

Pour ce faire, il nous faut être en capacité de mesurer sur le terrain, dans l'ensemble des champs dans lesquelles nous sommes présents (entreprises, services, écoles, universités, services publics, collectivités territoriales, associations...), les effets concrets des pratiques de l'extrême droite.

D'ores et déjà, nous avons pu enregistrer un certain nombre de faits révélateurs touchant notamment la culture, la démocratie locale, les politiques sociales...

Dans l'unité la plus large, nous appelons à créer ou renforcer des structures locales enracinées dans les villes et dans les pratiques de terrain, en lien avec l'observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite.

Nous nous fixons comme objectif de faire un état des lieux sur le long terme des effets des politiques d'extrême droite, d'analyser les résultats de ces observations, de communiquer, d'organiser et d'appuyer les ripostes et défenses unitaires nécessaires.

CONTACT

FSU : presse@fsu.fr

SOLIDAIRES : contact@solidaires.org

CGT : presse@cgt.fr